



**Rapport de gestion
de Groupe Alithya inc.**

Trimestre et période de neuf mois
clos le 31 décembre 2021

Table des matières

	Page	
1.	Mode de présentation	1
2.	Énoncés prospectifs	1
3.	Survol de l'entreprise	3
4.	Plan d'affaires stratégique	6
5.	Faits saillants	7
6.	Regroupement d'entreprises	9
7.	Mesures non conformes aux IFRS	11
8.	Résultats d'exploitation	13
8.1	Revenus	13
8.2	Marge brute	14
8.3	Informations sectorielles	15
8.4	Charges d'exploitation	16
8.5	Autres résultats nets et charges	19
8.6	Perte nette et résultat par action	20
9.	BAlIA et BAlIA ajusté	21
10.	Nouveaux contrats	22
11.	Liquidité et ressources en capital	23
11.1	Tableaux consolidés des flux de trésorerie	23
11.2	Flux de trésorerie – activités d'exploitation	23
11.3	Flux de trésorerie – activités d'investissement	24
11.4	Flux de trésorerie – activités de financement	25
11.5	Ressources en capital	25
11.6	Dettes à long terme et emprunt bancaire net	26
11.7	Obligations contractuelles	28
11.8	Arrangements hors bilan	28
12.	Capital-actions	29
12.1	Capital émis	29
12.2	Régime de rachat d'actions	30
12.3	Régime incitatif à long terme	30
12.4	Options sur actions	31
12.5	Unités d'actions différées	32
12.6	Unités d'actions incessibles	33
12.7	Droits à la valeur d'actions liés au rendement	33
13.	Parties liées	34
14.	Événements postérieurs	34
15.	Résumé sur huit trimestres	35
16.	Estimations comptables critiques	36
17.	Nouvelles normes et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur	36
18.	Risques et incertitudes	37
19.	Évaluation par la direction de nos contrôles et procédures de communication de l'information	38

1. Mode de présentation

Le présent rapport de gestion passe en revue les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de Groupe Alithya inc. pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021. Dans le présent rapport de gestion, les termes « Alithya », « Société », « Groupe », « nous », « nos » ou « notre » renvoient à Groupe Alithya inc. et à ses filiales ou à l'une ou l'autre d'entre elles, selon le contexte. Le présent document doit être lu parallèlement aux informations présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires (les « états financiers pour le T3 ») et les notes des états financiers de la Société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2021 et 2020, ainsi qu'aux états financiers consolidés audités et au rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Ces documents, ainsi que la notice annuelle de la Société et l'information supplémentaire portant sur ses activités se trouvent sous le profil de la Société sur le site Web du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), à l'adresse www.sedar.com, ainsi que sur le site Web de l'Electronic Data Gathering, Analysis, and Retrieval system (« EDGAR »), à l'adresse www.sec.gov.

Aux fins de présentation de l'information, la Société a dressé les états financiers pour le T3 en dollars canadiens, en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire qui figure dans les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») établies par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Dans le présent rapport de gestion, sauf indication contraire, tous les montants en dollars (\$) sont exprimés en dollars canadiens, et toute mention du symbole « \$ US » désigne le dollar américain. Les variations, les ratios et les variations en pourcentage dans le présent rapport de gestion ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

Le présent rapport de gestion comporte des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Sauf indication contraire, lors de la préparation du présent rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 9 février 2022, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société (le « Conseil ») a approuvé le présent rapport de gestion et les états financiers pour le T3.

2. Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient constituer de l'« information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens attribué à « forward looking statements » dans la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et d'autres dispositions applicables portant sur les règles refuges américaines (collectivement, les « énoncés prospectifs »). Les énoncés qui ne se rapportent pas exclusivement à des faits historiques ainsi que les énoncés portant sur les attentes de la direction à l'égard de la croissance, des résultats d'exploitation et du rendement futur et des perspectives d'affaires d'Alithya, et d'autres énoncés portant sur la stratégie commerciale et les plans d'Alithya ou se rapportant à des caractérisations de situations ou d'événements futurs constituent des énoncés prospectifs. Ces énoncés renferment souvent les termes et expressions « s'attend à », « entend », « prévoit », « prédit », « croit », « cherche à », « estime », « peut », « doit », « continue », « projette », « cible » et des termes ou expressions similaires ou des variantes de ceux-ci, ainsi que des verbes au futur ou au conditionnel, mais ce ne sont pas tous les énoncés prospectifs qui contiennent ces termes et expressions particuliers.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion font état, notamment, de renseignements ou de déclarations au sujet des éléments suivants : i) notre capacité à générer des revenus suffisants pour soutenir nos activités; ii) notre capacité à tirer parti des occasions d'affaires et à atteindre nos objectifs fixés dans notre plan stratégique couvrant les trois à cinq prochaines années; iii) notre aptitude à développer de nouvelles activités, à élargir l'étendue de notre gamme de services et à conclure de nouveaux contrats; iv) notre stratégie, nos activités futures et nos perspectives d'avenir; v) notre besoin de réunir des capitaux additionnels et nos estimations concernant nos besoins futurs en matière de financement et d'immobilisations; vi) nos attentes concernant notre rendement financier, y compris nos revenus, notre rentabilité, nos travaux de recherche et de développement, nos frais, nos marges brutes, nos liquidités, nos ressources en capital et nos dépenses en immobilisations; vii) notre capacité à réaliser les synergies ou les économies de coûts prévues liés à l'intégration de nos acquisitions d'entreprises; et viii) les répercussions de la pandémie de COVID-19 et des mesures d'intervention connexes sur nos activités commerciales, nos résultats financiers et notre situation financière et ceux de nos clients, ainsi que sur l'économie en général.

Les énoncés prospectifs visent uniquement à aider notamment les investisseurs à comprendre les objectifs, les stratégies et les perspectives d'affaires d'Alithya ainsi que son cadre d'exploitation prévu, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Même si la direction estime que les attentes projetées dans les énoncés prospectifs d'Alithya étaient raisonnables à la date à laquelle ceux-ci ont été formulés, il n'en demeure pas moins que les énoncés prospectifs reposent sur des opinions, des hypothèses et des estimations établies par la direction et, par conséquent, sont assujettis à divers risques et incertitudes et à d'autres facteurs, dont bon nombre échappent à la volonté d'Alithya et qui pourraient faire en sorte que les événements ou les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont indiqués, de façon expresse ou implicite, dans ces énoncés. Ces risques et incertitudes comprennent, notamment, les facteurs énoncés dans la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021, ainsi que dans les autres documents rendus publics par Alithya, y compris les documents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et des États-Unis à l'occasion et que l'on peut consulter sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov. D'autres risques et incertitudes dont Alithya n'a actuellement pas connaissance ou qu'elle juge actuellement comme étant négligeables pourraient avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, son rendement financier, ses flux de trésorerie, son entreprise ou sa réputation.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont visés par les présentes mises en garde et sont à jour uniquement à la date du présent rapport de gestion. Alithya décline expressément toute obligation de mettre à jour ou de modifier tout énoncé prospectif, ou les facteurs ou hypothèses sur lesquels reposent ces énoncés, que ce soit pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison, à moins que les lois applicables l'y obligent. Les investisseurs sont priés de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisque les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux-ci.

3. Survol de l'entreprise

Alithya offre des conseils en matière de stratégie et de transformation numérique par l'entremise de plus de 3 600 professionnels au Canada, aux États-Unis et à l'international, ce qui inclut l'acquisition de Vitalyst, LLC effectuée récemment (consulter la rubrique 14), et accompagne ses clients dans la poursuite de l'innovation et de l'excellence, ainsi que dans l'atteinte de leurs objectifs d'affaires par une utilisation optimale des technologies numériques.

Alithya déploie des solutions, des services et des compétences de pointe afin d'élaborer des outils conçus pour satisfaire les besoins uniques des clients de différents secteurs d'activité, comme le secteur des services financiers, manufacturier, de l'énergie renouvelable, des télécommunications, du transport et de la logistique, des services professionnels, de la santé et du gouvernement.

Offre de services

Les services d'Alithya comprennent un éventail complet de services de technologies numériques répondant aux besoins des clients, soit :

- **Stratégie d'affaires.** Alithya dirige ses clients tout au long du processus de prise de décision, notamment en ce qui concerne la planification stratégique, la gestion du changement, l'évolution des systèmes, les processus opérationnels, etc. En utilisant les méthodologies les plus répandues, nous aidons nos clients à maximiser leur efficacité et à tirer leur épingle du jeu en cette ère de transformation numérique. Nous produisons des résultats grâce à divers services liés à la stratégie d'affaires, notamment des services de conseil stratégique, de transformation numérique, de gestion de la performance organisationnelle et d'architecture d'entreprise.
- **Services applicatifs.** Les experts d'Alithya guident les clients à travers toutes les facettes des services applicatifs, de la migration des systèmes patrimoniaux jusqu'à l'adoption de solutions numériques d'avant-garde, en passant par la mise au point de solutions complètement nouvelles fondées sur les technologies les plus avancées. Nos experts aident aussi les clients à effectuer des choix parmi les solutions et les stratégies d'hébergement infonuagiques, sur site ou hybrides. Les services applicatifs fournis par Alithya comprennent le développement d'applications numériques (DevOps), la modernisation des systèmes patrimoniaux, l'ingénierie logicielle et de contrôle, les infrastructures infonuagiques, l'assurance-qualité et le test automatisé.
- **Solutions d'entreprise.** En s'associant à des partenaires clés dans l'industrie, dont certains des plus importants fournisseurs de solutions d'infonuagique d'entreprise au monde, les experts d'Alithya aident les clients à déployer à l'échelle de leur entreprise des systèmes qui augmenteront leur efficacité sur le plan des finances, du capital humain, de l'exploitation et de la commercialisation. Les services liés aux solutions d'entreprise fournis par Alithya incluent notamment la planification des ressources d'entreprise (ERP), la gestion du rendement de l'organisation ou de l'entreprise (CPM/EPM), la gestion des relations clients ou de l'expérience client (CRM/CXM) et la gestion du capital humain (HCM).

- **Données et analyses.** L'analyse des données joue un rôle essentiel dans l'optimisation des processus d'entreprise. Grâce à des systèmes et à du logiciel de TI spécialisés, les scientifiques de données d'Alithya aident les clients à accroître leur compréhension des affaires et à prendre de meilleures décisions d'affaires grâce à une collecte de données améliorée, à l'analyse de mégadonnées, à l'apprentissage automatique et à la production de rapports. Les services de données et d'analyse fournis par Alithya concernent notamment l'intelligence d'affaires, la gestion des données, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, ainsi que l'Internet des objets (IoT).

Sur le plan géographique, Alithya exerce des activités d'un bout à l'autre du Canada, aux États-Unis et à l'international, et offre une gamme complète de services en stratégie et en technologies numériques, auxquels s'ajoute une connaissance approfondie d'un éventail de technologies et de domaines commerciaux.

Contexte concurrentiel

De nos jours, pour de nombreuses sociétés, les systèmes et les infrastructures numériques représentent l'un des actifs les plus importants et les plus stratégiques. Ces actifs, dont l'acquisition nécessite des investissements importants, agissent de plus en plus comme facteur de différenciation et vecteur de croissance clés pour les clients.

Par conséquent, les entreprises recherchent des solutions leur permettant de continuer de se distinguer de leurs concurrents au moyen de processus d'affaires exclusifs, de même que de produits personnalisés. C'est là où la transformation numérique entre en jeu, car elle invite les sociétés à changer d'approche et à passer des technologies de l'information traditionnelles à des technologies numériques souples.

Alors que les dépenses des entreprises ne cessent d'augmenter dans le domaine de la technologie, les entreprises en technologie numérique comme Alithya s'efforcent de proposer des idées innovatrices et une expertise industrielle verticale approfondie, tout en facilitant la transformation des processus d'affaires grâce à l'utilisation de technologies optimales.

Alithya estime être bien placée pour tirer parti de cette tendance des clients à investir dans les technologies numériques. Le modèle d'entreprise d'Alithya repose sur une philosophie consistant à offrir des solutions souples et créatives qui permettent aux clients de tirer le meilleur parti de leurs investissements dans les technologies numériques. Alithya se positionne elle-même comme un conseiller de confiance et un partenaire de consultation agile capable de produire des résultats rapidement pour ses clients.

Les concurrents d'Alithya comprennent les entreprises d'intégration de systèmes, les sociétés de programmation à forfait, les sociétés de développement d'applications, les fournisseurs de services infonuagiques, les cabinets de services-conseils de grande envergure ou traditionnels, les groupes de services professionnels des sociétés de matériel informatique, les sociétés de services de gestion des infrastructures et d'impartition et les sociétés de services numériques spécialisées. De plus, Alithya livre concurrence à un nombre important de petites sociétés locales sur les divers marchés géographiques sur lesquels elle exerce des activités.

Alithya rivalise sur la base des principaux facteurs de différenciation suivants : la capacité de fournir des services-conseils en vision et en stratégie, la capacité de fournir des services numériques, le rendement et la fiabilité, la qualité du soutien technique, de la formation et des services, la capacité d'adaptation aux besoins

des clients, la réputation et l'expérience, la stabilité financière et la gouvernance d'entreprise solide ainsi que le prix concurrentiel de ses services.

Alithya a également recours aux mesures suivantes pour rivaliser efficacement : a) des investissements permettant de mettre à l'échelle ses secteurs de pratique; b) un modèle de recrutement, de formation et de maintien en poste bien développé; c) un modèle de prestation de services fructueux; d) une culture et une approche intrapreneuriales; e) une vaste banque de références; f) des investissements continus dans l'amélioration des processus et l'accroissement des connaissances; g) des investissements dans les infrastructures et les activités de recherche et de développement; h) un souci constant d'adaptation aux besoins des clients, de la qualité des services et de l'offre de prix concurrentiels; et i) des capacités de gestion de projets et une expertise technique.

4. Plan d'affaires stratégique

Alithya a adopté un plan stratégique d'une durée de trois à cinq ans qui a pour objectif de renforcer sa position et de faire de l'entreprise un chef de file en Amérique du Nord dans le domaine de la transformation numérique.

Selon ce plan, l'ampleur et l'envergure consolidées que prendra Alithya devraient lui permettre d'étendre ses activités sur le plan géographique, d'approfondir son expertise, de diversifier son offre intégrée et de se positionner dans la chaîne de valeur pour cibler les segments des services de TI qui connaissent l'essor le plus rapide. La spécialisation d'Alithya dans le domaine des technologies numériques et l'approche flexible qu'elle applique pour déployer des solutions d'entreprise et offrir des solutions adaptées à des objectifs d'affaires précis répondent directement aux attentes des clients.

Plus précisément, Alithya a mis au point un plan à trois volets qui se détaille comme suit :

- Augmenter son ampleur avec de la croissance interne et des acquisitions stratégiques en :
 - générant une croissance interne rentable grâce à l'innovation, aux offres à forte valeur ajoutée et aux relations clients fondées sur la confiance;
 - réalisant des acquisitions d'entreprises porteuses de valeur grâce à une expansion géographique nord-américaine de manière à compléter la présence actuelle sur le marché, tout en ajoutant progressivement d'importantes offres de solutions d'entreprise intégrées et une expertise spécialisée;
- Atteindre un des meilleurs taux d'engagement du personnel en :
 - favorisant une culture de collaboration, de diversité et d'appartenance;
 - veillant au bien-être des employés et à leur épanouissement personnel;
 - investissant dans le perfectionnement de ses leaders et employés;
- Fournir aux investisseurs, aux partenaires et aux parties prenantes un rendement du capital investi croissant à long terme en :
 - renforçant ses relations avec ses clients actuels, à titre de principal conseiller de confiance, en créant de la valeur à long terme;
 - investissant dans l'innovation et dans le développement d'une offre de services à forte valeur ajoutée;
 - agissant de façon responsable, avec une vision durable et respectueuse envers ses parties prenantes.

5. Faits saillants

Résultats d'exploitation (en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Revenus	109 713	70 606	317 911	209 672
Perte nette	(3 486)	(4 793)	(8 295)	(14 813)
Perte de base et diluée par action	(0,04)	(0,08)	(0,10)	(0,25)
BAIIA ¹	2 425	(540)	6 948	(1 762)
Marge du BAIIA ¹	2,2 %	(0,8 %)	2,2 %	(0,8 %)
BAIIA ajusté ¹	4 514	2 290	16 561	6 383
Marge du BAIIA ajusté ¹	4,1 %	3,2 %	5,2 %	3,0 %

Autres (en milliers de dollars)	31 décembre	31 mars
	2021	2021
	\$	\$
Total des actifs	364 457	243 261
Passifs financiers non courants ⁴	54 563	33 353
Total de la dette à long terme	61 553	54 951
Emprunt bancaire net ²	13 987	21 100

Actions, options sur actions et unités d'actions en circulation	4 février 2022
Actions à droit de vote subalterne de catégorie A (« actions à droit de vote subalterne »)	85 239 344
Actions à droit de vote multiple de catégorie B (« actions à droit de vote multiple »)	7 321 616
Options ³	4 375 019
Unités d'actions différées (« UAD »)	460 966
Unités d'actions incessibles (« UAI »)	181 498
Droits à la valeur d'actions liés au rendement (« UAR »)	332 263

¹ Il s'agit des mesures financières non conformes aux IFRS définies ci-dessous et accompagnées d'un rapprochement à la mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable. Se reporter à la rubrique ci-dessous, intitulée « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS, selon la définition ci-dessous. Se reporter à la rubrique ci-dessous, intitulée « Mesures non conformes aux IFRS », et à la sous-rubrique 11.6 pour obtenir le montant du calcul.

³ Incluent 810 528 options sur actions pour achat d'actions à droit de vote multiple.

⁴ Les passifs financiers non courants comprennent la tranche non courante de la dette à long terme et la tranche non courante des obligations locatives.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 :

- Les revenus ont connu une hausse de 55,4 % pour atteindre 109,7 M\$, comparativement à 70,6 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Si le taux de change du dollar américain était constant, la hausse, en pourcentage, se serait établie à 57,0 %.
- Le BAIIA ajusté¹ s'est accru de 97,0 % pour s'établir à 4,5 M\$, ou à 4,1 % en pourcentage des revenus, et ce, par rapport à 2,3 M\$, ou à 3,2 % en pourcentage des revenus, pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- La marge brute a connu une hausse de 38,3 % pour s'établir à 28,3 M\$, comparativement à 20,4 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- La marge brute pour le troisième trimestre, en pourcentage des revenus, s'est chiffrée à 25,8 %, ou à 28,1 % en excluant les impacts de l'acquisition en avril 2021 de R3D Conseil inc. (« l'acquisition de R3D »), par rapport à 28,9 % au même trimestre de l'exercice précédent.
- Les charges de vente, générales et administratives, en pourcentage des revenus, se sont établies à 22,8 %, ce qui correspond à une baisse par rapport à 28,9 % au même trimestre de l'exercice précédent.
- La perte nette a connu une baisse pour s'établir à 3,5 M\$, ou à 0,04 \$ par action, alors qu'elle atteignait 4,8 M\$, ou 0,08 \$ par action, pour le même trimestre de l'exercice précédent.
- Les nouveaux contrats¹ pour le T3 ont totalisé 125,2 M\$, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation¹ de 1,14 pour le trimestre. Les nouveaux contrats¹ au cours des douze derniers mois ont totalisé 1 017,4 M\$, ce qui comprend la valeur estimée de 600,0 M\$ des deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation¹ de 2,57.
- Situation financière solide, avec des flux de trésorerie nets découlant des activités d'exploitation de plus de 10,1 M\$ au cours du troisième trimestre, de nouveaux prêts garantis qui s'élèvent à 8,6 M\$ pour le financement des crédits d'impôt remboursables et la diminution de l'utilisation de la facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang, laquelle est passée de 56,2 M\$ au trimestre précédent à 25,8 M\$.

6. Regroupement d'entreprises

Alithya services TI inc.

Aperçu

Le 1^{er} avril 2021, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de R3D Conseil inc. (maintenant Alithya services TI inc.) (« Alithya TI » ou « R3D »), une société privée du Québec spécialisée dans les solutions numériques.

Le prix d'achat a été payé par l'émission de 25 182 676 actions à droit de vote subalterne de la Société, au prix de 3,20 \$ l'action, ce qui représente le cours de clôture de l'action à la TSX en date du 1^{er} avril 2021, par des paiements en espèces de 978 000 \$ et par la prise en charge de crédateurs et charges à payer et de la dette à long terme, respectivement de 45 000 \$ et de 8 887 000 \$ à la date de clôture. La comptabilisation de cette acquisition et la répartition du prix d'acquisition ont été évaluées de manière provisoire puisque la juste valeur des actifs incorporels et des actifs au titre de droits d'utilisation est en attente d'une évaluation indépendante.

La juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et de la contrepartie de l'acquisition a été établie de manière provisoire, en attendant la réalisation d'une évaluation. Si de nouveaux renseignements sur des faits et des circonstances qui existaient à la date de l'acquisition de R3D étaient obtenus dans l'année suivant cette date et que ces nouveaux renseignements imposaient un ajustement des montants mentionnés ci-dessous ou révélaient des provisions supplémentaires pour des conditions qui existaient à la date de l'acquisition de R3D, les justes valeurs seraient alors révisées. L'acquisition de R3D est comptabilisée à l'aide de la méthode de l'acquisition.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021, la Société a engagé des coûts d'acquisition connexes d'environ 0 \$ et 1 646 000 \$. Ces coûts ont été comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net en tant que coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises.

Répartition du prix d'acquisition

La répartition provisoire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge s'établit comme suit :

Acquisition d'Alithya services TI inc. (en milliers de dollars)	\$
Actifs courants	
Trésorerie	577
Débiteurs et autres créances	10 165
Travaux en cours	7 169
Charges payées d'avance	91
	18 002
Actifs non courants	
Crédits d'impôt à recevoir	3 234
Immobilisations corporelles	2 207
Actifs au titre de droits d'utilisation	4 212
Immobilisations incorporelles	52 777
Actifs d'impôts différés	763
Goodwill	40 627
Total des actifs acquis	121 822
Passifs courants	
Créditeurs et charges à payer	15 070
Impôts à payer	155
Revenus différés	125
Tranche courante des obligations locatives	592
Tranche courante de la dette à long terme	8 887
	24 829
Passifs non courants	
Obligations locatives	3 620
Passifs d'impôts différés	11 810
Total des passifs pris en charge	40 259
Actifs nets acquis	81 563

Goodwill

Le goodwill comptabilisé correspond principalement à la valeur économique future attribuée à la rentabilité et à la main-d'œuvre de l'entreprise acquise ainsi qu'aux synergies qui devraient découler de l'intégration d'Alithya TI dans les activités existantes du Groupe. La Société ne prévoit pas que le montant du goodwill sera déductible aux fins de l'impôt.

Contrepartie payée

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur à la date d'acquisition pour chaque catégorie de contrepartie :

Acquisition d'Alithya services TI inc. (en milliers de dollars)	\$
Montants payés en trésorerie	978
Émission de 25 182 676 actions à droit de vote subalterne	80 585
Contrepartie totale transférée	81 563

Contribution d'Alithya TI aux résultats du Groupe

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021, les activités d'Alithya TI ont généré des revenus respectivement d'environ 15 441 000 \$ et 51 002 000 \$. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021, les activités d'Alithya TI ont contribué à la perte nette consolidée du Groupe, leur perte s'élevant respectivement à 775 000 \$ et à 4 595 000 \$, ce qui comprend les coûts d'amortissement qui se rapportent principalement aux relations clients acquises, respectivement de 1 267 000 \$ et de 3 805 000 \$, et les coûts d'acquisition et d'intégration, respectivement de 201 000 \$ et de 3 683 000 \$. Depuis l'acquisition de R3D, en vue de l'intégration administrative de celle-ci, tous les nouveaux contrats et les nouveaux employés en lien avec l'entreprise acquise ont été enregistrés dans d'autres entités canadiennes du Groupe, ce qui se traduit par une transition graduelle de ses niveaux d'activité.

7. Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures qui n'ont pas été établies conformément aux IFRS. Ces mesures n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS. Elles ne sont donc vraisemblablement pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures doivent être vues comme un supplément d'information et non comme une substitution à l'information financière établie conformément aux IFRS.

Les mesures non conformes aux IFRS auxquelles Alithya a recours sont décrites ci-dessous :

- Le terme « BAIIA » désigne le résultat net avant ajustement pour tenir compte de la charge (du recouvrement) d'impôts, des charges financières nettes, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation ainsi que de la dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill. La direction est d'avis que le BAIIA est une mesure utile, car elle donne une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant de prendre en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt, ainsi que l'amortissement hors trésorerie. Pour un rapprochement de la perte nette et du BAIIA, se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.
- Le terme « marge du BAIIA » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA pendant une période donnée. Se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.

- Le terme « BAIIA ajusté » désigne le résultat net avant ajustement pour tenir compte de la charge (du recouvrement) d'impôts, des charges financières nettes, des opérations de change, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation, de la dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill, de la rémunération fondée sur des actions, des coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises, des coûts de séparation, des coûts de mise en œuvre des systèmes ERP internes et des autres éléments excédentaires et ponctuels. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure utile, car elle donne une indication des résultats tirés des principales activités de la Société avant de prendre en compte la manière dont ces activités sont financées et assujetties à l'impôt, ainsi que les éléments hors trésorerie et les autres éléments susmentionnés. Pour un rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté, se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.
- Le terme « marge du BAIIA ajusté » désigne le pourcentage du total des revenus que représente le BAIIA ajusté pendant une période donnée. Se reporter à la rubrique « BAIIA et BAIIA ajusté » ci-après.
- Le terme « emprunt bancaire net » désigne la dette à long terme, incluant la tranche courante, moins les soldes de prix d'achat, le prêt non garanti subordonné, les prêts garantis, les billets à ordre non garantis souscrits dans le cadre du *Paycheck Protection Program* (« PPP »), le report de paiement des déductions à la source au titre de la *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (la « CARES Act »), les coûts de transaction non amortis, la trésorerie et les liquidités soumises à des restrictions. Pour obtenir le montant du calcul de l'emprunt bancaire net, se reporter à la rubrique intitulée « Dette à long terme et emprunt bancaire net » ci-après. La direction est d'avis que l'emprunt bancaire net est utile, car il donne une indication sur les liquidités de la Société.
- Le terme « nouveaux contrats » désigne le montant des nouveaux contrats, incluant ceux acquis dans le contexte d'acquisition d'entreprises, ainsi que les renouvellements, les prolongations et autres changements aux contrats existants, conclus au cours de la période. La direction est d'avis que les renseignements sur les nouveaux contrats peuvent fournir des données tendancielle intéressantes en ce qui a trait aux variations du volume d'affaires au fil du temps.
- Le terme « ratio nouveaux contrats-facturation » désigne la valeur des nouveaux contrats divisée par les revenus, pour la même période. La direction est d'avis que ce ratio permet l'appréciation du carnet de commandes de la Société et donne des renseignements utiles sur les variations du volume d'affaires au fil du temps. L'utilisation de ce ratio est plus appropriée sur une longue période, car il peut fluctuer de façon importante d'un trimestre à l'autre.

8. Résultats d'exploitation

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Revenus	109 713	70 606	317 911	209 672
Coût des revenus	81 456	50 178	232 841	150 109
Marge brute	28 257	20 428	85 070	59 563
Charges d'exploitation				
Charges de vente, générales et administratives	25 002	20 421	72 634	59 983
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises	857	500	5 489	1 603
Amortissement des immobilisations corporelles	1 400	900	4 200	2 709
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 438	2 703	10 268	9 249
Perte (gain) de change	(27)	47	(1)	399
	30 670	24 571	92 590	73 943
Perte d'exploitation	(2 413)	(4 143)	(7 520)	(14 380)
Charges financières nettes	1 203	870	3 227	2 425
Gain découlant du recouvrement d'effet à recevoir	—	—	—	(660)
Perte avant impôts	(3 616)	(5 013)	(10 747)	(16 145)
Charge (recouvrement) d'impôts				
Exigibles	62	(185)	(134)	1 050
Différés	(192)	(35)	(2 318)	(2 382)
	(130)	(220)	(2 452)	(1 332)
Perte nette	(3 486)	(4 793)	(8 295)	(14 813)
Perte de base et diluée par action	(0,04)	(0,08)	(0,10)	(0,25)

8.1 Revenus

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les revenus ont atteint 109,7 M\$, dont 15,4 M\$ découlent de l'acquisition de R3D, ce qui représente une augmentation de 39,1 M\$, ou de 55,4 %, par rapport aux 70,6 M\$ constatés pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Si le taux de change du dollar américain était constant, la hausse, en pourcentage, se serait établie à 57,0 %. Exception faite des conséquences de l'acquisition de R3D, les revenus ont connu une hausse de 33,5 % pour la même période, ou de 35,1 %, sans fluctuation du taux de change.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les revenus tirés des activités au Canada se sont élevés à 72,1 M\$, ce qui correspond à une hausse de 32,1 M\$, ou de 80,2 %, par rapport aux revenus de 40,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. L'augmentation des revenus est principalement attribuable à la croissance interne dans tous les secteurs, à la reprise des niveaux d'activité en général et aux revenus de 15,4 M\$ tirés de l'acquisition de R3D, ainsi qu'à la croissance générée par les deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D. Tous les nouveaux contrats de clients, notamment les deux contrats à long terme, et les nouveaux employés en lien avec R3D, ainsi que les revenus associés, en vue de l'intégration administrative de celle-ci, ont été généralement comptabilisés au titre des autres entités canadiennes du Groupe, ce qui se traduit par une transition graduelle de ses niveaux d'activité jusqu'à l'achèvement de l'intégration à la fin du trimestre

en cours. Sur une base séquentielle, les revenus tirés des activités au Canada ont augmenté de 6,0 M\$ par rapport à 66,1 M\$ pour le deuxième trimestre de l'exercice en cours.

Les revenus tirés des activités aux États-Unis ont atteint 33,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 6,1 M\$, ou de 22,2 %, par rapport aux revenus de 27,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. La croissance interne dans tous les secteurs de l'entreprise, et la reprise des niveaux d'activité en général ont été partiellement contrebalancées par l'effet négatif des variations du taux de change entre les périodes. Les revenus auraient atteint 34,9 M\$ avec un taux de change constant du dollar américain, ce qui aurait entraîné une hausse interne de 26,4 % sans fluctuation du taux de change.

À l'international, les revenus ont connu une hausse de 29,1 % pour s'établir à 3,8 M\$, comparativement à 3,0 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison principalement de la reprise des niveaux d'activité en général. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif des variations du taux de change entre les deux périodes.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les revenus ont atteint 317,9 M\$, dont 51,0 M\$ découlent de l'acquisition de R3D, ce qui représente une augmentation de 108,2 M\$, ou de 51,6 %, par rapport à 209,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les revenus au Canada se sont accrus de 89,1 M\$, ou de 75,9 %, pour s'établir à 206,4 M\$ par rapport à 117,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. L'augmentation des revenus est principalement attribuable à la croissance interne dans tous les secteurs, à la reprise des niveaux d'activité en général, à des revenus de 51,0 M\$ tirés de l'acquisition de R3D et à la croissance générée par les deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D.

Les revenus tirés des activités aux États-Unis ont connu une hausse de 15,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 100,9 M\$, ou de 18,7 %, par rapport aux revenus de 85,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. La croissance interne dans la plupart des secteurs et la reprise des niveaux d'activité en général ont été partiellement contrebalancées par l'effet négatif des variations du taux de change entre les périodes. Les revenus auraient atteint 108,2 M\$ avec un taux de change constant du dollar américain, ce qui aurait entraîné une hausse de 27,4 % sans fluctuation du taux de change.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les revenus à l'international se sont accrus de 43,4 % pour s'établir à 10,6 M\$, par rapport à 7,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020, en raison principalement de la reprise des niveaux d'activité en général, qui a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif des variations du taux de change entre les deux périodes.

8.2 Marge brute

La marge brute s'est chiffrée à 28,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui correspond à une hausse de 7,9 M\$, ou de 38,3 %, par rapport à la marge brute de 20,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, la marge brute en pourcentage des revenus a diminué pour s'établir à 25,8 %, comparativement à 28,9 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2020.

Toutefois, si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de R3D, la marge brute en pourcentage des revenus aurait été de 28,1 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2021.

Tel qu'il a été expliqué ci-dessus, la diminution en pourcentage résulte en partie de la baisse de la marge brute des activités au Canada en raison de l'acquisition de R3D, dont les revenus sur une base historique proviennent, dans une plus grande proportion, de contractuels dont le travail est facturé, ce qui entraîne des marges plus faibles. De plus, le pourcentage de la marge brute a diminué dans d'autres secteurs de l'entreprise, en raison d'une hausse des revenus tirés de contractuels par rapport aux revenus tirés d'employés permanents, une conséquence du resserrement du marché du travail, de la hausse des coûts pour certains projets de clients au Canada et aux États-Unis et de la baisse des revenus tirés de logiciels, lesquels présentent des marges plus élevées.

La marge brute a connu une hausse de 25,5 M\$, ou de 42,8 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, pour s'établir à 85,1 M\$, par rapport à la marge brute de 59,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, la marge brute en pourcentage des revenus a diminué pour s'établir à 26,8 %, comparativement à 28,4 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Toutefois, si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de R3D, la marge brute en pourcentage des revenus aurait été de 29,3 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2021.

La diminution en pourcentage résulte principalement de la baisse de la marge brute des activités au Canada en raison de l'acquisition de R3D, dont les revenus sur une base historique proviennent, dans une plus grande proportion, de contractuels dont le travail est facturé, de la hausse des revenus tirés de contractuels dans d'autres secteurs de l'entreprise par rapport aux revenus tirés d'employés permanents en raison du resserrement du marché du travail, ainsi que de l'incidence d'une hausse de 2,5 M\$ des coûts dans le cadre d'un projet important pour un client au cours du premier trimestre de l'exercice considéré, qui comprend notamment le développement de certains logiciels de transformation numérique personnalisés fort complexes, qui pourraient ultérieurement être appliqués à des fins commerciales. Le projet tire à sa fin et aucune hausse de coûts ni perte supplémentaire n'est prévue à partir de maintenant. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par la hausse de la marge brute aux États-Unis et à l'international, en raison de certains programmes publics de subventions salariales aux États-Unis, notamment l'annulation d'un montant de 4,6 M\$ à titre de prêts dans le cadre du PPP au cours du premier trimestre de l'exercice considéré et de la hausse des taux d'utilisation.

À l'instar des acquisitions précédentes, l'objectif de la Société est de transformer graduellement la composition du chiffre d'affaires de R3D en augmentant les revenus tirés d'employés permanents par rapport à ceux tirés de contractuels, ce qui se traduirait par des marges brutes plus élevées.

8.3 Informations sectorielles

Un secteur opérationnel consiste en une composante d'une société qui exerce des activités pouvant générer des revenus et entraîner des dépenses, y compris dans le cadre d'opérations avec d'autres secteurs d'Alithya.

Compte tenu des renseignements reçus et analysés périodiquement par les décideurs, Alithya a conclu qu'elle n'avait qu'un seul secteur isolable.

Le tableau suivant présente le total des revenus externes par emplacement géographique :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre				Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			
	2021		2020		2021		2020	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Canada	72 136	65,8	40 029	56,7	206 457	65,0	117 335	56,0
États-Unis	33 732	30,7	27 598	39,1	100 870	31,7	84 953	40,5
International	3 845	3,5	2 979	4,2	10 584	3,3	7 384	3,5
	109 713	100,0	70 606	100,0	317 911	100,0	209 672	100,0

8.4 Charges d'exploitation

8.4.1 Charges de vente, générales et administratives

Les charges de vente, générales et administratives comprennent les salaires, les traitements et les autres avantages du personnel de vente et du personnel administratif, les honoraires professionnels, les frais d'occupation, les frais liés aux technologies de l'information et aux communications, la rémunération fondée sur des actions, les droits d'inscription à la bourse et les frais de placement ainsi que d'autres charges administratives.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les charges de vente, générales et administratives se sont chiffrées à 25,0 M\$, ce qui représente une augmentation de 4,6 M\$, ou de 22,4 %, par rapport à 20,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Les charges de vente, générales et administratives totales, en pourcentage des revenus consolidés, se sont établies à 22,8 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, par rapport à 28,9 % pour la même période de l'exercice précédent.

Les charges attribuables aux activités au Canada se sont accrues de 3,1 M\$, ou de 24,4 %, ce qui comprend une hausse de 1,1 M\$ liée à l'acquisition de R3D, pour passer à 15,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement à 12,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cette hausse est surtout attribuable à une hausse de 3,1 M\$ des coûts de rémunération des employés en raison de l'augmentation des effectifs et des salaires, d'une hausse de 0,4 M\$ des coûts de recrutement, alors que la Société continue d'investir dans l'embauche et d'une hausse de 0,2 M\$ des frais de déplacement. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par une baisse de 0,6 M\$ découlant surtout de la rémunération fondée sur des actions pleinement acquises sans effet sur la trésorerie.

Les charges attribuables aux activités aux États-Unis et à l'international ont connu une hausse de 1,5 M\$, en raison de la hausse des coûts de rémunération des employés attribuable à l'augmentation des effectifs et des salaires et de la hausse de la rémunération variable suivant les revenus et les coûts de recrutement, alors que la Société a continué d'investir dans l'embauche en vue d'une croissance future des revenus. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par l'incidence favorable du taux de change du dollar américain de 0,3 M\$.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les charges de vente, générales et administratives se sont chiffrées à 72,6 M\$, ce qui représente une augmentation de 12,6 M\$, ou de 21,1 %, par rapport à 60,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Les charges de vente, générales et administratives

totales, en pourcentage des revenus consolidés, se sont établies à 22,8 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, par rapport à 28,6 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020.

Les charges attribuables aux activités au Canada se sont accrues de 11,4 M\$, ou de 32,1 %, ce qui comprend une hausse de 4,5 M\$ liée à R3D, pour passer à 46,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, comparativement à 35,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cette hausse est surtout attribuable à une hausse de 11,1 M\$ des coûts de rémunération des employés en raison de l'augmentation des effectifs et des salaires, de la hausse de la rémunération variable suivant les revenus et de la hausse de 0,9 M\$ des coûts de recrutement, alors que la Société continue d'investir dans l'embauche, d'une hausse de 1,0 M\$ des frais liés aux technologies de l'information et aux communications et d'une hausse de 0,5 M\$ des honoraires professionnels. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par des baisses de 2,0 M\$ découlant surtout de la rémunération fondée sur des actions pleinement acquises sans effet sur la trésorerie et de 0,6 M\$ des frais d'occupation.

Les charges attribuables aux activités aux États-Unis et à l'international ont connu une hausse de 1,2 M\$, en raison de la hausse des coûts de rémunération des employés attribuable à l'augmentation des effectifs et des salaires et de la hausse de la rémunération variable suivant les revenus et les coûts de recrutement, alors que la Société a continué d'investir dans l'embauche en vue d'une croissance future des revenus. Ces charges ont été partiellement contrebalancées par l'incidence favorable du taux de change du dollar américain de 1,7 M\$, de mesures d'économie des coûts mises en œuvre en réponse à la pandémie de COVID-19 et de subventions publiques comptabilisées en contrepartie des coûts de rémunération, notamment l'annulation d'un montant de 1,3 M\$ à titre de prêts dans le cadre du PPP comptabilisé au cours du premier trimestre de l'exercice en cours.

8.4.2 Rémunération fondée sur des actions

La rémunération fondée sur des actions est comprise dans le coût des revenus et les charges de vente, générales et administratives, et est détaillée dans le tableau qui suit :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Régime d'options sur actions	236	166	634	533
Régime d'achat d'actions – cotisation de l'employeur	298	144	825	429
Rémunération fondée sur des actions attribuées à l'acquisition d'entreprises	382	1 005	1 343	3 475
UAD	132	134	441	408
UAI	—	101	92	213
UAR	91	—	182	—
	1 139	1 550	3 517	5 058

La rémunération fondée sur des actions s'est chiffrée à 1,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une diminution de 0,5 M\$ par rapport à 1,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cette diminution s'explique surtout par la baisse des charges liées à la pleine acquisition d'actions émises dans le cadre de paiements effectués pour l'anniversaire de précédentes acquisitions d'entreprises. Ces actions ont cessé de générer une rémunération fondée sur des actions à compter de leur pleine acquisition. Cette

diminution a été partiellement contrebalancée par l'augmentation de la cotisation de l'employeur au titre du régime d'achat d'actions de la Société.

La rémunération fondée sur des actions s'est chiffrée à 3,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une baisse de 1,6 M\$ par rapport à 5,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cette diminution s'explique surtout par la baisse des charges liées à la pleine acquisition d'actions émises dans le cadre de paiements effectués pour l'anniversaire de précédentes acquisitions d'entreprises. Ces actions ont cessé de générer une rémunération fondée sur des actions à compter de leur pleine acquisition. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par l'augmentation de la cotisation de l'employeur au titre du régime d'achat d'actions de la Société.

8.4.3 Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises

Les coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises se sont établis à 0,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,4 M\$ par rapport à 0,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cette augmentation est principalement attribuable aux coûts d'intégration liés à l'acquisition de R3D.

Les coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises se sont établis à 5,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 3,9 M\$ par rapport à 1,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cette augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de R3D.

8.4.4 Amortissement

L'amortissement a totalisé 1,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021. En comparaison, l'amortissement a totalisé 0,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation d'Alithya.

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 0,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,2 M\$ par rapport à 0,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est chiffré à 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,3 M\$ par rapport à 0,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020.

L'amortissement a totalisé 4,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021. En comparaison, l'amortissement a totalisé 2,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation d'Alithya.

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,6 M\$ par rapport à 1,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation s'est élevé à 2,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,9 M\$ par rapport à 1,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020.

8.4.5 Amortissement des immobilisations incorporelles

L'amortissement des immobilisations incorporelles a totalisé 3,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, par rapport à 2,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les relations clients comptabilisées lors d'acquisitions, qui ont connu une hausse de 0,9 M\$. De plus, l'amortissement des logiciels a diminué de 0,1 M\$ et l'amortissement des accords de non-concurrence a diminué de 0,1 M\$.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a totalisé 10,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021. En comparaison, l'amortissement a totalisé 9,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cet amortissement des coûts concernait principalement les relations clients comptabilisées lors d'acquisitions, qui ont connu une hausse de 1,4 M\$, partiellement contrebalancées par l'amortissement des logiciels, qui a diminué de 0,3 M\$.

8.4.6 Perte (gain) de change

Le gain de change s'est établi à 0,03 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, par rapport à une perte de 0,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020.

La perte de change s'est établie à 0,00 M\$ et à 0,4 M\$, respectivement, pour les périodes de neuf mois closes les 31 décembre 2021 et 2020.

8.5 Autres résultats nets et charges

8.5.1 Charges financières nettes

Le résumé des charges financières nettes s'établit comme suit :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	651	307	1 661	864
Intérêts et frais de financement	93	141	274	329
Intérêts relatifs aux obligations locatives	167	156	517	445
Amortissement des charges financières	82	63	211	179
Intérêts au titre des soldes de prix d'achat	216	208	635	627
Revenus d'intérêts	(6)	(5)	(71)	(19)
	1 203	870	3 227	2 425

Les charges financières nettes se sont chiffrées à 1,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,3 M\$, ou de 38,1 %, par rapport à 0,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la dette à long terme, conformément à la description au paragraphe 11.6, laquelle a contribué à l'augmentation des intérêts au titre de la dette à long terme.

Les charges financières nettes se sont chiffrées à 3,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 0,8 M\$, ou de 33,1 %, par rapport à 2,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la dette à long terme, conformément à la description au paragraphe 11.6, laquelle a contribué à l'augmentation des intérêts au titre de la dette à long terme.

8.5.2 Impôts sur le résultat

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 0,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une baisse de 0,1 M\$ par rapport à 0,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, en raison principalement d'une hausse de la charge d'impôts exigibles pour certaines entités, qui a été partiellement contrebalancée par une hausse du recouvrement d'impôts différés pour certaines entités.

Le recouvrement d'impôts s'est établi à 2,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 1,2 M\$ par rapport à 1,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020, en raison principalement d'une augmentation du recouvrement d'impôts exigibles pour certaines entités.

8.6 Perte nette et résultat par action

La perte nette pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 s'est élevée à 3,5 M\$, soit une amélioration de 1,3 M\$, comparativement à 4,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cette diminution de la perte s'explique par une hausse de la marge brute, partiellement contrebalancée par une hausse des charges de vente, générales et administratives, une hausse de l'amortissement, une hausse des charges financières nettes, une hausse des coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises et une baisse du recouvrement d'impôts au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement au trimestre clos le 31 décembre 2020. Ce résultat s'est traduit par une perte nette de base et diluée par action de 0,04 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement à une perte nette de 0,08 \$ par action pour le trimestre clos le 31 décembre 2020.

La perte nette pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021 s'est élevée à 8,3 M\$, soit une hausse de 6,5 M\$, comparativement à 14,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cette diminution de la perte s'explique par une hausse de la marge brute et du recouvrement d'impôts, partiellement contrebalancée par une hausse des charges de vente, générales et administratives, une hausse de l'amortissement, une hausse des charges financières nettes, une baisse du gain découlant du recouvrement d'effets à recevoir et une hausse des coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, comparativement à la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Cela s'est traduit par une perte nette de base et diluée par action de 0,10 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, comparativement à une perte nette de 0,25 \$ par action pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020.

9. BAIIA et BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente un rapprochement de la perte nette ainsi que du BAIIA et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Revenus	109 713	70 606	317 911	209 672
Perte nette	(3 486)	(4 793)	(8 295)	(14 813)
Charges financières nettes	1 203	870	3 227	2 425
Recouvrement d'impôts	(130)	(220)	(2 452)	(1 332)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 400	900	4 200	2 709
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 438	2 703	10 268	9 249
BAIIA¹	2 425	(540)	6 948	(1 762)
Marge du BAIIA ¹	2,2 %	(0,8 %)	2,2 %	(0,8 %)
<i>Ajusté pour :</i>				
Perte (gain) de change	(27)	47	(1)	399
Rémunération fondée sur des actions	1 139	1 550	3 517	5 058
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises	857	500	5 489	1 603
Gain découlant du recouvrement d'effet à recevoir	—	—	—	(660)
Frais liés à la délocalisation de locaux	—	225	—	778
Coûts de séparation	—	—	—	151
Mise en œuvre des systèmes ERP internes	120	508	608	816
BAIIA ajusté¹	4 514	2 290	16 561	6 383
Marge du BAIIA ajusté ¹	4,1 %	3,2 %	5,2 %	3,0 %

¹ Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » ci-dessus.

Le BAIIA s'est élevé à 2,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, soit une hausse de 3,0 M\$ par rapport à une perte de 0,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. La marge du BAIIA s'est établie à 2,2 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, comparativement à (0,8 %) pour le trimestre clos le 31 décembre 2020.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 4,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 2,2 M\$ par rapport à 2,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Tel qu'il est expliqué précédemment, l'apport de l'acquisition de R3D et de l'augmentation de la marge brute ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges de vente, générales et administratives. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 4,1 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, par rapport à 3,2 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2020.

Le BAIIA s'est élevé à 6,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 8,7 M\$ par rapport à 1,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. La marge du BAIIA s'est établie à 2,2 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, comparativement à (0,8 %) pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020.

Le BAIIA ajusté s'est élevé à 16,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, ce qui représente une hausse de 10,2 M\$ par rapport au montant de 6,4 M\$ obtenu pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Tel qu'il est expliqué précédemment, l'apport de l'acquisition de R3D, l'augmentation de la marge brute et l'annulation d'un montant de 5,9 M\$ à titre de prêts dans le cadre du PPP, comptabilisés au cours du premier trimestre de l'exercice considéré, ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation des charges de vente, générales et administratives, et l'incidence de hausses de 2,5 M\$ des coûts dans le cadre d'un projet important pour un client au cours du premier trimestre de l'exercice considéré, tel qu'il est décrit ci-dessus. La marge du BAIIA ajusté s'est établie à 5,2 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, par rapport à 3,0 % pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020.

10. Nouveaux contrats

Le montant des nouveaux contrats est une mesure non conforme aux IFRS, qui requiert du jugement, des estimations et des hypothèses, qui n'a pas une définition standard reconnue, et qui ne remplace pas l'analyse des revenus historiques. Pour de plus amples renseignements sur les « nouveaux contrats » et le « ratio nouveaux contrats-facturation », se reporter à la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » ci-dessus.

Les nouveaux contrats ont totalisé 125,2 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021 et 1 017,4 M\$ au cours des douze derniers mois, ce qui s'est traduit par un ratio nouveaux contrats-facturation pour le trimestre et au cours des douze derniers mois respectivement de 1,14 et de 2,57. Les nouveaux contrats au cours des douze derniers mois incluent la valeur estimée de 600,0 M\$ des deux contrats à long terme signés dans le cadre de l'acquisition de R3D.

11. Liquidité et ressources en capital

11.1 Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Les activités courantes et la croissance d'Alithya sont financées par une combinaison de flux de trésorerie liés à l'exploitation, d'emprunts aux termes de la facilité de crédit existante, de prêts garantis et de son prêt non garanti subordonné ainsi que de l'émission d'actions. Alithya cherche à maintenir un niveau optimal de liquidité par la gestion active de ses actifs et passifs, ainsi que de ses flux de trésorerie. Le tableau ci-dessous présente les activités de flux de trésorerie d'Alithya pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie nets découlant des activités d'exploitation	10 148	889	3 151	1 565
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(455)	(2 426)	(1 602)	(4 202)
Flux de trésorerie nets affectés aux (découlant des) activités de financement	(24 566)	2 359	256	3 423
Effet de la fluctuation des taux de change	(10)	(66)	(29)	(167)
Variation nette de la trésorerie	(14 883)	756	1 776	619
Trésorerie à l'ouverture de la période	23 562	8 673	6 903	8 810
Trésorerie à la clôture de la période	8 679	9 429	8 679	9 429

11.2 Flux de trésorerie – activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les flux de trésorerie nets découlant des activités d'exploitation se sont élevés à 10,1 M\$, soit une hausse de 9,2 M\$, comparativement à 0,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 découlent principalement de la perte nette de 3,5 M\$, plus 5,8 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancés par les impôts différés, ainsi que par 7,8 M\$ en variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 découlaient principalement de la perte nette de 4,8 M\$, plus 4,5 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancés par l'annulation d'un prêt accordé dans le cadre du PPP et 1,2 M\$ en variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 7,8 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021 s'expliquent surtout par une diminution de 6,4 M\$ des travaux en cours, une augmentation de 5,6 M\$ des créditeurs et charges à payer, une hausse de 3,2 M\$ des revenus différés et une hausse de 0,2 M\$ des impôts à payer, partiellement contrebalancées par une hausse de 4,2 M\$ des débiteurs et autres créances, une augmentation de 3,1 M\$ des crédits d'impôt à recevoir et une augmentation de 0,2 M\$ des charges payées d'avance. Les variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 1,2 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020 s'expliquent principalement par une diminution de

2,4 M\$ des débiteurs et autres créances, une augmentation de 1,8 M\$ des revenus différés et une hausse de 1,6 M\$ des créditeurs et charges à payer, partiellement contrebalancées par une hausse de 2,4 M\$ des charges payées d'avance, une hausse de 1,3 M\$ des crédits d'impôt à recevoir, une hausse de 0,7 M\$ des travaux en cours et une augmentation de 0,1 M\$ des impôts à recevoir.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les flux de trésorerie nets découlant des activités d'exploitation se sont établis à 3,2 M\$, soit une augmentation de 1,6 M\$ par rapport aux flux de trésorerie de 1,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Les flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021 découlent principalement de la perte nette de 8,3 M\$, plus 10,0 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancés par l'annulation de prêts accordés dans le cadre du PPP et les impôts différés, ainsi que par 1,4 M\$ en variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020 découlaient principalement de la perte nette de 14,8 M\$, plus 13,5 M\$ d'ajustements sans effet de trésorerie de la perte nette, comprenant principalement l'amortissement et la rémunération fondée sur des actions, partiellement contrebalancés par des impôts différés, ainsi que par 2,9 M\$ en variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Les variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 1,4 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021 s'expliquent surtout par une augmentation de 7,9 M\$ des créditeurs et charges à payer, une augmentation de 4,6 M\$ des revenus différés, une baisse de 3,2 M\$ des travaux en cours, une baisse de 1,3 M\$ des charges payées d'avance, une baisse de 0,7 M\$ des impôts à recevoir et une hausse de 0,2 M\$ des impôts à payer, partiellement contrebalancées par une hausse de 13,8 M\$ des débiteurs et autres créances et une hausse de 2,6 M\$ des crédits d'impôt à recevoir. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020, les variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 2,9 M\$ s'expliquaient surtout par une diminution de 6,7 M\$ des débiteurs et autres créances, une hausse de 2,7 M\$ des revenus différés, une baisse de 0,9 M\$ des impôts à recevoir et une baisse de 0,9 M\$ des crédits d'impôt à recevoir, partiellement contrebalancées par une hausse de 4,2 M\$ des travaux en cours, une baisse de 2,2 M\$ des créditeurs et charges à payer et une hausse de 1,9 M\$ des charges payées d'avance.

11.3 Flux de trésorerie – activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 0,5 M\$, soit une baisse de 1,9 M\$, comparativement à des flux de trésorerie de 2,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 découlent principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles dans le cours normal des activités. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 découlaient principalement du rachat de titres de capitaux propres émis lors d'acquisitions d'entreprises et d'acquisitions d'immobilisations corporelles principalement liées à la délocalisation de certains bureaux et de matériel informatique en vue de faciliter le télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 1,6 M\$, ce qui représente une baisse de 2,6 M\$, comparativement à des flux de trésorerie de 4,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Les flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021 découlaient principalement de l'acquisition de R3D et

d'acquisitions d'immobilisations corporelles dans le cours normal des activités. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020 découlaient principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles principalement liées à la délocalisation de certains bureaux et de matériel informatique en vue de faciliter le télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19, du rachat de titres de capitaux propres émis lors d'acquisitions d'entreprises et d'une hausse des liquidités soumises à des restrictions.

11.4 Flux de trésorerie – activités de financement

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement se sont élevés à 24,6 M\$, soit une augmentation de 27,0 M\$, comparativement à des flux de trésorerie de 2,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 découlent principalement du remboursement de 31,6 M\$ de la dette à long terme, de l'acquittement de 0,7 M\$ d'obligations locatives et du rachat d'actions de 0,7 M\$ à des fins d'annulation, partiellement contrebalancés par le produit de 8,4 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes. À des fins de comparaison, les flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 découlaient principalement du produit de 9,3 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes, partiellement contrebalancés par le remboursement de 6,6 M\$ de la dette à long terme et du remboursement de 0,3 M\$ d'obligations locatives.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les flux de trésorerie nets découlant des activités de financement se sont établis à 0,3 M\$, soit une baisse de 3,1 M\$ par rapport aux flux de trésorerie de 3,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020. Les flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2021 découlent principalement du produit de 61,6 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes, partiellement contrebalancés par des remboursements de 58,8 M\$ de la dette à long terme et de l'acquittement de 1,8 M\$ d'obligations locatives, ainsi que du rachat d'actions de 0,8 M\$ à des fins d'annulation. Par comparaison, les flux de trésorerie pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020 découlaient principalement du produit de 44,5 M\$ de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction connexes, et d'incitatifs à la location de 0,9 M\$, partiellement contrebalancés par le remboursement de 41,1 M\$ de la dette à long terme et l'acquittement de 0,9 M\$ d'obligations locatives.

11.5 Ressources en capital

Le capital d'Alithya se compose de la trésorerie, des liquidités soumises à des restrictions, de la dette à long terme et du total des capitaux propres. Les principaux objectifs d'Alithya en matière de gestion du capital consistent à fournir une solide assise financière afin de maintenir la confiance des actionnaires, des créanciers et des autres parties prenantes et de soutenir la croissance et le développement futurs de l'entreprise, à maintenir une structure de capital souple qui optimise le coût du capital à un niveau de risque acceptable et préserve sa capacité à respecter ses obligations financières, à assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance interne et entreprendre des acquisitions ciblées et à assurer un rendement du capital investi pour les actionnaires.

Dans le cadre de la gestion de sa structure du capital, Alithya surveille le rendement tout au long de l'exercice pour s'assurer que les besoins en fonds de roulement prévus et les dépenses en immobilisations liées à l'entretien courant sont financés par l'exploitation, les liquidités disponibles en dépôt et, le cas échéant, les emprunts.

11.6 Dette à long terme et emprunt bancaire net

Alithya dispose d'une facilité de crédit renouvelable garantie de premier rang (la « facilité de crédit »), qui est accessible pour un montant maximal de 70,0 M\$, et les prélèvements peuvent être faits en dollars canadiens ou en dollars américains pour un montant équivalent. La facilité de crédit est offerte sous forme d'avances à un taux préférentiel, d'avances au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR), d'acceptations bancaires et de lettres de crédit pouvant aller jusqu'à 2,5 M\$. Les avances portent intérêt au taux préférentiel canadien ou américain, majoré d'une marge applicable allant de 0,25 % à 0,75 %, ou encore au taux des acceptations bancaires ou au taux LIBOR, majoré d'une marge applicable allant de 1,50 % à 2,00 %, selon le cas, pour les avances en dollars canadiens ou en dollars américains, respectivement. La marge applicable est établie en fonction des seuils limites fixés à l'égard de certains ratios financiers.

Le 27 janvier 2022, la facilité de crédit a été modifiée et dispose maintenant d'un montant pouvant atteindre 125,0 M\$. Les avances portent intérêt au taux préférentiel canadien ou américain, majoré d'une marge applicable allant de 0,25 % à 1,00 %, ou encore au taux des acceptations bancaires ou au taux de financement à un jour garanti (SOFR), majoré d'une marge applicable allant de 1,50 % à 2,25 %, selon le cas, pour les avances en dollars canadiens ou en dollars américains, respectivement.

À titre de garantie pour la facilité de crédit, Alithya a fourni une hypothèque de premier rang sur la totalité de ses actifs, à l'exclusion de tout équipement loué, et une sûreté de premier rang en faveur d'Investissement Québec sur les crédits d'impôt à recevoir pour le financement relatif aux crédits d'impôt remboursables. Conformément aux modalités de la convention, le Groupe est tenu de satisfaire certaines clauses restrictives financières, lesquelles sont mesurées sur une base trimestrielle. La facilité de crédit modifiée vient à échéance le 1^{er} avril 2024 et peut être renouvelée par périodes supplémentaires d'un an, au gré du prêteur.

Le 24 novembre 2021, le Groupe a conclu des prêts garantis avec Investissement Québec pour le financement de ses crédits d'impôt remboursables pour 2021 et 2022, jusqu'à concurrence du montant le moins élevé entre 90 % du crédit d'impôt remboursable et 4,7 M\$ et 5,8 M\$, respectivement pour 2021 et 2022. Les prêts garantis portent intérêt au taux préférentiel canadien majoré de 1,00 % et sont garantis par une hypothèque de premier rang sur la totalité des crédits d'impôt remboursables faisant l'objet du financement, ainsi que par une hypothèque de rang inférieur sur les débiteurs et autres créances. Les prêts garantis sont remboursables à la première des dates suivantes à survenir : la date d'obtention des crédits d'impôt remboursables à recevoir, ou les dates d'échéance du 31 mars 2023 pour les crédits d'impôt remboursables de 4,7 M\$ pour 2021 ayant fait l'objet du financement, et du 31 mars 2024 pour les crédits d'impôt remboursables de 3,9 M\$ pour 2022 ayant fait l'objet du financement.

Le 28 septembre 2021, le Groupe a conclu un contrat de prêt subordonné non garanti de 10,0 M\$ avec Investissement Québec, qui porte intérêt à un taux allant de 6,00 % à 7,25 % établi et remboursable sur une base trimestrielle, en fonction des seuils limites fixés à l'égard de certains ratios financiers; le prêt vient à échéance le 1^{er} octobre 2025. Conformément aux modalités du prêt, le Groupe est tenu de satisfaire certaines clauses restrictives financières, lesquelles sont mesurées sur une base trimestrielle.

Le 28 janvier 2022, le prêt subordonné non garanti a été modifié et augmenté à 20,0 M\$. Il porte intérêt à un taux allant de 7,10 % à 8,35 % sur la tranche supplémentaire de 10,0 M\$, établi et remboursable sur une base trimestrielle, en fonction des seuils limites fixés à l'égard de certains ratios financiers. Un montant de 7,5 M\$ a été prélevé sur le prêt après la fin de la période, la somme restante de 2,5 M\$ demeurant accessible sous réserve de certaines conditions.

Au 31 décembre 2021, le Groupe respectait toutes ses clauses restrictives financières.

En raison de la pandémie de COVID-19, le 5 mai 2020, cinq filiales américaines du Groupe ont obtenu du financement conformément au PPP, établi par la CARES Act et administré par la *Small Business Administration* (« SBA ») des États-Unis, et ont pris des engagements à l'égard de billets à ordre non garantis (les « billets ») d'un capital global de 6,3 M\$ US (7,9 M\$). Les billets sont assortis d'une échéance de cinq ans, à un taux d'intérêt annuel de 1,00 %, avec report de paiements jusqu'à la date de la décision prise à l'égard de l'annulation applicable, relativement à toute portion des billets qui pourrait ne pas être annulée.

Aux termes de la CARES Act, les bénéficiaires d'un prêt dans le cadre du PPP peuvent demander l'annulation de la totalité ou d'une portion des prêts accordés dans le cadre du PPP, ce que le Groupe a fait pour la période entre le 17 novembre 2020 et le 5 janvier 2021. Le Groupe comptabilise l'annulation à titre d'aide gouvernementale en appliquant une réduction correspondante du coût de l'élément connexe. Une telle annulation doit être déterminée, sous réserve des limites et des règles établies par la SBA, en fonction de la nécessité du prêt au moment où la demande a été présentée et de l'utilisation opportune des fonds du prêt pour couvrir les charges salariales, y compris les paiements nécessaires pour maintenir les prestations pour soins de santé de l'assurance collective, et certains frais de location, coûts des services publics et frais d'intérêt hypothécaire ainsi que le maintien en poste des employés et les niveaux de rémunération. Les prêts accordés dans le cadre du PPP, même après un avis d'annulation de la SBA, sont assujettis à faire l'objet d'un audit par la SBA dans les six ans qui suivent l'avis d'annulation.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021, le Groupe a comptabilisé des montants totaux respectivement de 0 \$ et de 5,9 M\$ (4,8 M\$ US), et de 0,6 M\$ (0,5 M\$ US) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020 à titre d'aide gouvernementale pour les prêts accordés dans le cadre du PPP. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, le Groupe a obtenu la confirmation de décisions d'annulation, par la SBA, de la totalité du dernier prêt restant accordé dans le cadre du PPP, prêt qui s'élevait à 2,9 M\$ (2,3 M\$ US). Le Groupe a maintenant obtenu la confirmation de décisions d'annulation pour la totalité des cinq prêts accordés dans le cadre du PPP, prêts qui ont été octroyés en mai 2020.

La CARES Act permet aux employeurs de reporter le versement de leur part des cotisations sociales durant la période débutant le 27 mars 2020 et se terminant le 31 décembre 2020 ou à la date où la Société reçoit la décision du prêteur d'annuler le prêt accordé au titre du PPP, selon la première éventualité. La moitié des déductions à la source reportées a été acquittée le 31 décembre 2021, et le reste, dû le 31 décembre 2022.

Le montant total de la dette à long terme au 31 décembre 2021 a connu une hausse de 6,6 M\$ pour se chiffrer à 61,6 M\$, par rapport à 55,0 M\$ au 31 mars 2021. La hausse est principalement attribuable au prêt subordonné non garanti de 10,0 M\$, aux prêts garantis de 8,6 M\$ pour le financement des crédits d'impôt remboursables, partiellement contrebalancés par la comptabilisation de l'annulation des billets à ordre non garantis au titre du PPP de 6,0 M\$ et à une diminution de 5,3 M\$ à l'égard de prélèvements sur la facilité de crédit. La hausse de la dette à long terme a été affectée au financement des activités et a donné lieu à une hausse de 1,8 M\$ de la trésorerie.

Au 31 décembre 2021, la trésorerie s'élevait à 8,7 M\$, les liquidités soumises à des restrictions détenues en fiducie conformément aux obligations contractuelles découlant des acquisitions d'entreprises étaient de 3,2 M\$, et un montant de 25,8 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit et classé comme dette à long terme. En comparaison, au 31 mars 2021, la trésorerie s'élevait à 6,9 M\$, les liquidités soumises à des restrictions détenues en fiducie conformément aux obligations contractuelles découlant des acquisitions d'entreprises

étaient de 3,2 M\$, et un montant de 31,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit et classé comme tranche courante de la dette à long terme.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et de l'emprunt bancaire net :

Aux (en milliers de dollars)	31 décembre 2021	31 mars 2021
	\$	\$
Tranche courante de la dette à long terme	22 249	35 134
Tranche non courante de la dette à long terme	39 304	19 817
Total de la dette à long terme	61 553	54 951
Moins :		
Soldes de prix d'achat	16 211	15 519
Prêt subordonné non garanti	10 000	—
Prêts garantis	8 596	—
Billets à ordre non garantis au titre du PPP	—	6 034
Report de paiements des déductions à la source au titre de la CARES Act	1 239	2 361
Coûts de transaction non amortis	(407)	(199)
Trésorerie	8 679	6 903
Liquidités soumises à des restrictions	3 248	3 233
	47 566	33 851
Emprunt bancaire net¹	13 987	21 100

¹ Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » ci-dessus.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, l'emprunt bancaire net d'Alithya a diminué, en raison principalement de la baisse des emprunts au titre de la facilité de crédit à la faveur d'autres formes de créances, tel qu'il est expliqué précédemment et de la hausse du solde de trésorerie.

11.7 Obligations contractuelles

Alithya a des engagements en vertu des modalités des obligations contractuelles qui comportent différentes dates d'expiration, principalement en ce qui concerne la location des locaux, ainsi que les licences technologiques et les infrastructures. Veuillez vous reporter à la sous-rubrique 10.7 du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2021 pour un aperçu des obligations d'Alithya à cette date. Il n'y a eu aucun changement important à l'égard des obligations contractuelles depuis le 31 mars 2021 en dehors du cours normal des activités d'Alithya.

11.8 Arrangements hors bilan

Alithya utilise le financement hors bilan relativement aux engagements d'exploitation relatifs à des licences technologiques et à des infrastructures. Veuillez vous reporter à la sous-rubrique 10.8 du rapport de gestion d'Alithya pour l'exercice clos le 31 mars 2021 et à la note 13 des états financiers consolidés annuels pour la même période afin d'obtenir un aperçu de ces arrangements à cette date. Il n'y a eu aucun changement important à l'égard des arrangements hors bilan depuis le 31 mars 2021 en dehors du cours normal des activités d'Alithya.

12. Capital-actions

Dans le contexte de la discussion sur le capital-actions, Groupe Alithya inc. sera appelé « Alithya » ou la « Société », et la Société et ses filiales seront appelées le « Groupe ».

12.1 Capital émis

(en milliers de dollars)	Actions à droit de vote subalterne		Actions à droit de vote multiple	
	Nombre d'actions	\$	Nombre d'actions	\$
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2021	51 373 822	193 552	7 321 616	3 985
Actions émises conformément à l'acquisition de rémunération fondée sur des actions attribuée lors d'acquisitions d'entreprises	534 132	1 849	—	—
Acquisition de R3D	25 182 676	80 585	—	—
Actions rachetées à des fins d'annulation	(230 600)	(761)	—	—
Exercice d'options sur actions	1 500	6	—	—
Au 31 décembre 2021	76 861 530	275 231	7 321 616	3 985

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2021, les opérations suivantes ont eu lieu :

- Dans le cadre de l'acquisition de R3D, 25 182 676 actions à droit de vote subalterne, d'une valeur totale de 80 585 000 \$, ont été émises en contrepartie de l'acquisition.
- Le rachat et l'annulation de 230 600 actions à droit de vote subalterne au titre du régime de rachat d'actions de la Société, pour une contrepartie totale en espèces de 767 000 \$; l'excédent du prix d'achat par rapport à la valeur comptable de 6 000 \$ a été passé en charges dans les résultats non distribués.
- Dans le cadre de l'acquisition de Matricis, 157 882 actions à droit de vote subalterne d'une valeur totale de 600 000 \$, reclassées à partir du surplus d'apport, ont été émises à titre de règlement des droits à une contrepartie en actions au deuxième anniversaire.
- Dans le cadre de l'acquisition de Travercent, 376 250 actions à droit de vote subalterne d'une valeur totale de 975 000 \$ US (1 248 516 \$), reclassées à partir du surplus d'apport, ont été émises à titre de règlement des droits à une contrepartie en actions au deuxième anniversaire.
- 1 500 options sur actions ont été exercées et 1 500 actions à droit de vote subalterne d'une valeur approximative de 6 000 \$ ont été émises, pour une contrepartie en espèces de 4 000 \$; une tranche de 2 000 \$ tirée du surplus d'apport a été reclassée.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2020, les opérations suivantes ont eu lieu :

- Dans le cadre de l'acquisition de Matricis, 157 882 actions à droit de vote subalterne d'une valeur totale de 600 000 \$, reclassées à partir du surplus d'apport, ont été émises à titre de règlement des droits à une contrepartie en actions au premier anniversaire.
- Dans le cadre de l'acquisition de Travercent, la Société a choisi de ne pas convertir les droits à une contrepartie en actions au premier anniversaire en actions à droit de vote subalterne. Elle a plutôt choisi le

règlement, pour une contrepartie en espèces totale de 975 000 \$ US (1 276 175 \$), ce qui a entraîné le rachat d'un instrument de capitaux propres acquis, lequel a été comptabilisé à titre de réduction des résultats non distribués et du surplus d'apport, selon des montants de respectivement 72 237 \$ et de 1 203 938 \$. La Société continue de comptabiliser les droits à une contrepartie en actions aux anniversaires des 13 décembre 2021 et 2022 à titre d'instruments de capitaux propres.

- 7 718 UAD ont fait l'objet d'un règlement et 7 718 actions à droit de vote subalterne d'une valeur approximative de 32 000 \$ ont été émises; une tranche de 32 000 \$ tirée du surplus d'apport a été reclassée.

12.2 Régime de rachat d'actions

Le 14 septembre 2021, le conseil d'administration de la Société a autorisé l'exécution d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat »), offre qui a par la suite été approuvée par la TSX. Conformément à l'offre publique de rachat, la Société peut racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 5 462 572 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente 10 % du flottant de la Société à la clôture des marchés le 8 septembre 2021. Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire de l'avis de l'offre publique de rachat, tel qu'il a été approuvé par la Bourse de Toronto, en communiquant avec la Société.

Les acquisitions au titre de l'offre publique de rachat ont commencé le 20 septembre 2021 et prendront fin le 19 septembre 2022, ou la date à laquelle la Société aura acquis le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne autorisé conformément à l'offre publique de rachat ou à laquelle elle décidera de mettre fin aux acquisitions, selon la première de ces dates à survenir. Toutes les acquisitions d'actions à droit de vote subalterne seront effectuées dans le cadre d'opérations sur le marché libre, au cours en vigueur au moment de l'acquisition. Au même moment, la Société a conclu un régime de rachat automatique d'actions (« le régime de rachat automatique d'actions ») avec un courtier désigné relativement à son offre publique de rachat. Le régime de rachat automatique d'actions autorise le courtier désigné à acquérir, à des fins d'annulation, des actions à droit de vote subalterne au nom de la Société, tout en respectant certains paramètres de négociation établis, de temps à autre, par la Société.

12.3 Régime incitatif à long terme (le « régime »)

La Société administre un régime pour les employés et les administrateurs admissibles de la Société et de ses filiales qui prévoit différents types d'attributions, notamment des options sur actions réglées en instruments de capitaux propres, des UAD, des UAI et des UAR. Le Conseil peut, à sa discrétion, choisir de régler les UAI et les UAR en espèces. La Société comptabilise les UAI et les UAR à titre d'attributions réglées en instruments de capitaux propres, étant donné que le Conseil compte régler ces attributions par l'émission d'actions.

La juste valeur de la charge de rémunération fondée sur des actions est établie en fonction de la juste valeur à la date d'attribution de l'attribution dont les droits devraient être acquis pendant la période d'acquisition des droits, avec un ajustement correspondant par l'intermédiaire du surplus d'apport. Les renoncations sont estimées à la date d'attribution et sont incluses dans l'évaluation des charges et ajustées ultérieurement de façon à tenir compte des événements réels. Quant aux attributions dont les droits sont acquis progressivement, la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée selon le mode d'amortissement linéaire pendant la période d'acquisition des droits.

Toute contrepartie versée par les participants au moment de l'exercice d'options sur actions est portée au crédit du capital-actions avec tout autre coût lié à la rémunération fondée sur des actions initialement comptabilisé dans le surplus d'apport.

Lorsque les UAD, les UAI et les UAR sont réglés, la juste valeur de l'attribution comptabilisée est retirée du surplus d'apport et portée au crédit du capital-actions.

12.4 Options sur actions

Le tableau suivant présente l'évolution du régime d'options sur actions pour la période indiquée :

	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2021	3 525 181	3,37
Attribuées	1 073 302	3,23
Éteintes	(174 292)	3,59
Échues	(47 672)	5,92
Exercées	(1 500)	2,96
Solde de clôture au 31 décembre 2021	4 375 019	3,26
Options pouvant être exercées à la clôture de la période	1 800 617	3,38

Des 1 800 617 options sur actions pouvant être exercées au 31 décembre 2021, 810 528 options sur actions peuvent être exercées pour acquérir des actions à droit de vote multiple.

Le 14 juin 2021, Alithya a émis 774 202 et 299 100 options sur actions pour acquérir un total de 1 073 302 actions à droit de vote subalterne, respectivement au prix d'attribution de 3,23 \$ et de 2,66 \$ US.

Le nombre d'options sur actions d'Alithya attribuées à des employés au cours des périodes de neuf mois closes les 31 décembre 2021 et 2020, les hypothèses utilisées pour déterminer la charge de rémunération fondée sur des actions, selon le modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes, et la charge de rémunération connexe comptabilisée s'établissent comme suit :

Période close le (en milliers de dollars, sauf les montants par action)	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Charge de rémunération liée aux options attribuées	236 \$	106 \$
Nombre d'options sur actions attribuées	1 073 302	755 000
Juste valeur moyenne pondérée par option attribuée	1,20 \$	0,81 \$
Juste valeur totale des options attribuées	1 290 \$	609 \$
Hypothèses moyennes pondérées		
Cours de l'action	3,23 \$	2,26 \$
Prix d'exercice	3,23 \$	2,26 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,25 %	0,46 %
Volatilité prévue*	34,7 %	35,0 %
Rendement en dividende	—	—
Durée prévue de l'option (en années)	6,6	6,6
Conditions d'acquisition des droits – écoulement du temps (en années)	3,2	3,2

* Déterminée sur la base de la volatilité observée au sein de sociétés ouvertes exerçant des activités dans des secteurs similaires.

12.5 Unités d'actions différées

Le tableau suivant présente l'évolution des UAD pour la période indiquée :

	Nombre d'UAD	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution \$
Solde d'ouverture au 1 ^{er} avril 2021	330 246	2,97
Attribuées	130 720	3,38
Solde de clôture au 31 décembre 2021	460 966	3,08

Le 30 juin 2021, un total de 46 310 UAD pleinement acquises avaient été attribuées à des administrateurs qui n'étaient pas des employés de la Société, pour une juste valeur de 3,39 \$ par UAD, soit une juste valeur totale de 157 000 \$. Ces montants ont été comptabilisés au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Le 30 septembre 2021, un total de 43 798 UAD pleinement acquises avaient été attribuées à des administrateurs qui n'étaient pas des employés de la Société, pour une juste valeur de 3,48 \$ par UAD, soit une juste valeur totale de 152 000 \$. Ces montants ont été comptabilisés au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions.

Le 31 décembre 2021, un total de 40 612 UAD pleinement acquises avaient été attribuées à des administrateurs qui n'étaient pas des employés de la Société, pour une juste valeur de 3,25 \$ par UAD, soit une juste valeur totale de 132 000 \$. Ces montants ont été comptabilisés au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions.

12.6 Unités d'actions incessibles

Au 31 décembre 2021, un total de 181 498 UAI pleinement acquises étaient en circulation, à une juste valeur à la date d'attribution de 2,26 \$.

12.7 Droits à la valeur d'actions liés au rendement

Aux termes du régime, le Conseil, sous réserve des dispositions du régime et d'autres modalités, peut attribuer des UAR visant des actions à droit de vote subalterne aux employés admissibles et aux administrateurs de la Société et de ses filiales. Les modalités de chaque attribution de UAR, notamment les objectifs de rendement lié ou non au marché, sont déterminées par le Conseil. Pour la tranche des UAR dont l'émission dépend des conditions de rendement lié au marché, le montant des UAR comptabilisé à titre de charge est ajusté en fonction d'une estimation de la juste valeur évaluée selon la méthode de Monte Carlo, qui tient compte des conditions de rendement lié au marché à la date d'attribution. Pour la tranche des UAR dont l'émission dépend des conditions de rendement non lié au marché, le montant comptabilisé à titre de charge est ajusté pour refléter le nombre d'attributions qui devraient répondre aux conditions de service connexe et de rendement non lié au marché, de sorte que le montant comptabilisé en fin de compte soit fondé sur le nombre d'attributions qui répondent aux conditions de service connexe et de rendement non lié au marché à la date d'acquisition des droits.

Le 14 juin 2021, le Conseil a approuvé l'émission d'un total de 332 263 UAR dont la date d'acquisition des droits se situe trois ans après la date d'attribution.

Le 1^{er} juillet 2021, un total de 332 263 UAR avaient été attribuées à des employés de la Société, pour une juste valeur à la date d'attribution de 3,24 \$ par UAR, soit une juste valeur totale de 1 076 532 \$. La charge de rémunération fondée sur des actions du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2021 était de 91 000 \$ et de 182 000 \$.

13. Parties liées

Opérations conclues avec des membres clés de la direction

Dans le cours normal des activités, la Société a effectué les opérations suivantes avec une entité contrôlée par un administrateur. Les opérations ont été comptabilisées à la valeur contractuelle de la contrepartie établie, ce qui représente les taux du marché, comme convenu par les parties liées.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2021	2020	2021	2020
Revenus*	\$ 4 922	\$ —	\$ 16 322	\$ —

* Conformément à un accord commercial de 10 ans qui prend fin en avril 2031, une entité contrôlée par un administrateur a pris des engagements envers une marge brute annuelle minimale tirée de la prestation de services de consultation, avec des surplus ou des déficiences annuels au titre de ces engagements, qui sont admissibles à certaines dispositions relatives à un report. Si les montants minimaux au titre de l'accord ne sont pas atteints, l'entité devra verser des montants compensatoires selon une formule définie dans l'accord commercial. L'accord commercial peut être prolongé jusqu'en avril 2034, mais les exigences quant à la marge brute annuelle minimale ne s'appliqueront pas à la période du prolongement.

Au	31 décembre	31 mars
	2021	2020
(en milliers de dollars)	\$	\$
Débiteurs et autres créances	10 282	—

14. Événements postérieurs

Le 31 janvier 2022, Alithya a acquis la totalité des titres de participation émis et en circulation de Vitalyst, LLC (« Vitalyst ») (l'« acquisition de Vitalyst »), une société américaine spécialisée dans l'expérience employé et le changement transformationnel.

L'acquisition de Vitalyst a été réalisée pour une contrepartie totale de 50,2 M\$ US (64,0 M\$), ce qui inclut l'hypothèse relative à l'estimation des obligations locatives de 3,2 M\$ US (4,1 M\$) au titre d'IFRS 16, et comprend un montant en espèces de 46,0 M\$ US (58,5 M\$), sous réserve d'ajustements relatifs au fonds de roulement et à d'autres ajustements, ainsi qu'une clause d'indexation sur le résultat potentiel pouvant atteindre 1,0 M\$ US (1,3 M\$) exigible avant le 31 mai 2023. Le prix d'achat et les coûts liés à la transaction ont été financés au moyen d'un placement privé de 6 514 658 actions à droit de vote subalterne auprès d'une société contrôlée par un administrateur et de 1 628 664 actions à droit de vote subalterne auprès d'Investissement Québec, au prix de 3,07 \$ l'action dans les deux cas, pour un produit brut de 25,0 M\$, 7,5 M\$ prélevés sur le prêt subordonné non garanti et de disponibilité dans le cadre de la facilité de crédit modifiée de la Société.

15. Résumé sur huit trimestres

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos les							
	31 mars 2020	30 juin 2020	30 sept. 2020	31 déc. 2020	31 mars 2021	30 juin 2021	30 sept. 2021	31 déc. 2021
Revenus	73 181	70 711	68 355	70 606	77 971	102 921	105 277	109 713
Coût des revenus	52 228	50 308	49 623	50 178	54 517	74 581	76 804	81 456
Marge brute	20 953	20 403	18 732	20 428	23 454	28 340	28 473	28 257
	28,6 %	28,9 %	27,4 %	28,9 %	30,1 %	27,5 %	27,0 %	25,8 %
Charges d'exploitation								
Charges de vente, générales et administratives	21 534	19 416	20 146	20 421	21 740	22 747	24 885	25 002
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises	1 173	913	190	500	718	3 943	689	857
Amortissement des immobilisations corporelles	894	882	927	900	1 058	1 553	1 247	1 400
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 480	3 654	2 892	2 703	2 490	3 380	3 450	3 438
Charge liée aux pertes (gains) de change	(158)	8	344	47	74	68	(42)	(27)
Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill	28 036	—	—	—	—	—	—	—
	54 959	24 873	24 499	24 571	26 080	31 691	30 229	30 670
Perte d'exploitation	(34 006)	(4 470)	(5 767)	(4 143)	(2 626)	(3 351)	(1 756)	(2 413)
Charges financières nettes	668	728	827	870	849	949	1 075	1 203
Gain découlant du recouvrement d'effets à recevoir	—	—	(660)	—	—	—	—	—
Perte avant impôts	(34 674)	(5 198)	(5 934)	(5 013)	(3 475)	(4 300)	(2 831)	(3 616)
Recouvrement d'impôts	(699)	(669)	(443)	(220)	(950)	(2 268)	(54)	(130)
Perte nette	(33 975)	(4 529)	(5 491)	(4 793)	(2 525)	(2 032)	(2 777)	(3 486)
Perte de base et diluée par action	(0,59)	(0,08)	(0,09)	(0,08)	(0,04)	(0,02)	(0,03)	(0,04)

Les écarts trimestriels dans les résultats d'Alithya sont principalement attribuables à la saisonnalité. Les revenus générés par les conseillers d'Alithya dépendent du nombre de jours ouvrables dans un trimestre donné; ce nombre peut varier en raison des vacances, d'autres congés payés et des jours fériés. Les cycles d'investissement dans les technologies de l'information des clients varient également selon la saisonnalité relative à leurs propres activités. Enfin, les écarts trimestriels sont attribuables au moment où ont lieu les acquisitions.

Au cours de la période de huit trimestres, l'augmentation des revenus a découlé principalement de l'acquisition d'entreprises et d'une croissance interne dans la plupart des secteurs d'activité de la Société. Les fluctuations de la marge brute au cours des huit trimestres précédents peuvent être attribuées à une migration stable vers des services à plus grande valeur ajoutée. Elles sont contrebalancées par les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 et l'acquisition de R3D. La hausse des charges de vente, générales et administratives est attribuable principalement à l'acquisition d'entreprises, déduction faite des synergies possibles, et aux coûts supplémentaires liés à l'exécution du plan d'affaires stratégique et au recrutement plus intense en vue d'accroître les revenus. Les charges de vente, générales et administratives totales, en pourcentage des revenus consolidés, ont affiché une tendance décroissante au cours de la période. Les autres charges, comme les coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises et l'amortissement des immobilisations incorporelles, ont également varié en raison de l'acquisition d'entreprises.

16. Estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés d'Alithya conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur le montant présenté des actifs, des passifs, des revenus et des charges dans les états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et leurs hypothèses sous-jacentes sont passées en revue à intervalle régulier. Les modifications d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont apportées et dans les périodes futures touchées.

Les états financiers pour le troisième trimestre ont été établis selon les méthodes comptables adoptées dans les derniers états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 mars 2021. De plus, les méthodes comptables ont été appliquées de façon uniforme par toutes les entités du Groupe.

17. Nouvelles normes et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation des états financiers pour le T3, certaines nouvelles normes, modifications et interprétations, ainsi que certaines améliorations à apporter aux normes existantes, ont été publiées par l'IASB, mais n'étaient pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptées de façon anticipée par le Groupe. La direction prévoit que l'ensemble des prises de position pertinentes sera adopté pour la première période de présentation de l'information financière à compter de la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. Des précisions sur les nouvelles normes, modifications et interprétations, ainsi que sur les améliorations à apporter aux normes existantes, susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés du Groupe, sont données ci-après :

IAS 1 – Présentation des états financiers

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications apportées à IAS 1, « Présentation des états financiers », pour clarifier le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. En juillet 2020, l'IASB a publié les modifications définitives en vue de différer la date d'entrée en vigueur aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Une application anticipée est permise. Aux fins du classement des passifs non courants, les modifications suppriment l'obligation du droit inconditionnel de différer le règlement du passif ou de renouveler ce dernier pour au moins douze mois. Un tel droit doit plutôt avoir une substance et exister à la date de clôture. Les modifications précisent également la façon dont une société classe un passif qui comprend une option de conversion de l'autre partie. Les modifications stipulent ce qui suit : le règlement d'un passif comprend le transfert d'instruments de capitaux propres d'une société à l'autre partie; lors du classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants, une société peut ignorer uniquement les options de conversion qui sont comptabilisées à titre de capitaux propres. La direction analyse actuellement, mais n'a pas encore déterminé, l'incidence de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés du Groupe.

Modifications à IAS 37 – Contrats déficitaires : Coûts d'exécution du contrat

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié « Contrats déficitaires : Coûts d'exécution du contrat (modifications d'IAS 37) », qui vient préciser les coûts dont une société doit tenir compte pour évaluer si un contrat est déficitaire. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022 et s'appliquent aux contrats en vigueur à la date à laquelle les modifications sont appliquées pour la première fois. À la date de première application, l'effet cumulatif de l'application des modifications est comptabilisé comme un ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués ou, s'il y a lieu, d'une autre composante des capitaux propres. Les chiffres comparatifs ne sont pas retraités. La direction analyse actuellement, mais n'a pas encore déterminé, l'incidence de cette mesure sur les états financiers consolidés du Groupe.

Modifications apportées à IAS 12 – Impôts sur le résultat

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié des modifications apportées à IAS 12, « Impôts sur le résultat », afin de réduire la portée de l'exemption de comptabilisation initiale pour en exclure les transactions donnant lieu à des différences temporaires qui s'équivalent et se compensent. Les sociétés seront donc tenues de comptabiliser l'actif d'impôts différés et le passif d'impôts différés pour tenir compte de ces différences temporaires qui prennent naissance à la comptabilisation initiale d'un contrat de location et d'une obligation de démantèlement. Les modifications s'appliquent pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Une application anticipée est permise. La direction évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

18. Risques et incertitude

Alithya est exposée à plusieurs risques et incertitudes et est touchée par plusieurs facteurs qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, son rendement financier, ses flux de trésorerie, ses activités ou sa réputation. Ces risques doivent être pris en considération lors de l'évaluation d'un placement dans Alithya et peuvent, entre autres choses, entraîner un recul du cours des actions à droit de vote subalterne.

Ces risques et incertitudes comprennent, notamment, les facteurs énoncés dans la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021, qui est intégré par renvoi aux présentes dans son intégralité.

19. Évaluation par la direction de nos contrôles et procédures de communication de l'information

Contrôles et procédures de communication de l'information

La Société a établi et maintient des contrôles et des procédures en matière de communication de l'information conçus de manière à fournir une assurance raisonnable que les renseignements importants qui concernent la Société sont transmis au chef de la direction et au chef de la direction financière par d'autres personnes, en particulier pendant la période au cours de laquelle sont dressés les états annuels et intermédiaires aux fins de dépôt, et que l'information devant être divulguée par la Société dans ces états annuels et intermédiaires, ou encore dans d'autres rapports déposés ou soumis par la Société conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes et américaines, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par ces lois et les règles y afférentes. L'efficacité de ces contrôles et procédures de communication de l'information, au sens du Règlement 52-109, Documents annuels et intermédiaires des émetteurs, adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, ainsi qu'au sens des Rules 13a-15(e) et 15d-15(e) prises en application de la loi des États-Unis intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en leur version modifiée, a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, qui ont également participé à l'évaluation, en date de fin du dernier exercice complété de la Société clos le 31 mars 2021. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et les procédures de la Société en matière de communication de l'information étaient efficaces au 31 mars 2021.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La Société a également établi et maintenu des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 adopté par les autorités canadiennes en valeurs mobilières, ainsi qu'au sens des Rules 13a-15(f) et 15d-15(f) prises en application de la loi des États-Unis intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, en leur version modifiée. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société sont un processus conçu sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société. Ce processus est exécuté par les membres de la direction et d'autres employés clés dans le but de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes, en conformité avec les IFRS établies par l'IASB. L'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société a été évaluée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière de la Société, qui ont également participé à l'évaluation, à la fin du dernier exercice de la Société clos le 31 mars 2021, en fonction des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société étaient efficaces au 31 mars 2021.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucune modification n'a été apportée aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021, qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui aurait été raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

Limites à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société reconnaît que les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière, quelle que soit la qualité de leur conception et de leur fonctionnement, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints. En raison des limites qui leur sont inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et les contrôles internes à l'égard de l'information financière ne peuvent pas prévenir ni détecter toutes les erreurs ou les inexactitudes en temps opportun.

Limites de l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction de la Société a limité l'étendue des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour les contrôles, les politiques et les procédures d'Alithya TI, qui a fait l'objet d'une acquisition le 1^{er} avril 2021 et dont les résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers pour le T3 de la Société. Les limites de l'étendue sont conformes au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, lequel permet à un émetteur de limiter la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information en excluant les contrôles, politiques et procédures d'une société acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période comptable visée par l'attestation.

Depuis la date d'acquisition, Alithya TI a généré des revenus de 51,0 M\$ et une perte nette de 4,6 M\$. De plus, les actifs et passifs courants d'Alithya TI ont compté pour environ respectivement 11,6 % et 6,6 % des actifs et des passifs courants consolidés. Les actifs non courants, qui comprennent les immobilisations incorporelles et le goodwill découlant de l'acquisition, et les passifs non courants ont compté pour environ respectivement 40,6 % et 16,5 % des actifs et des passifs non courants consolidés. Les montants comptabilisés pour les actifs acquis et les passifs pris en charge à la date d'acquisition sont décrits à la note 3 des états financiers pour le T3 et à la rubrique 6 du présent rapport de gestion.